

*Ordres de renvoi*

9. a) Quelles sont les dates d'application de chacune des recommandations de la commission Barber sur l'outillage agricole, b) quels en ont été les résultats dans chaque cas?

(Le document est déposé.)

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—L'EMPLOI  
D'AVOCATS DU QUÉBEC

Question n° 2193—**M. Fortin**:

1. Quels sont les noms des avocats et des études légales de la province de Québec qui ont travaillé pour le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social du 1<sup>er</sup> janvier 1969 au 1<sup>er</sup> janvier 1973?

2. Quels travaux ont été accomplis par chacun d'eux?

3. Quel montant a été versé à chacun a) en honoraires, b) en frais de déplacements?

(Le document est déposé.)

PIL—LA PROCÉDURE D'EXAMEN POUR L'APPROBATION  
DE PROJETS

Question n° 2319—**M. Alexander**:

1. Quels sont les détails de la procédure d'examen pour l'approbation de projets proposés dans le cadre du Programme des initiatives locales, en ce qui concerne la participation des députés, des ministres et des représentants régionaux?

2. Quels sont les représentants régionaux qui s'occupent du Programme des initiatives locales a) en Colombie-Britannique, b) en Alberta, c) en Saskatchewan, d) au Manitoba, e) en Ontario, f) au Québec, g) en Nouvelle-Écosse, h) au Nouveau-Brunswick, i) dans l'Île du Prince-Édouard, j) à Terre-Neuve, k) dans les Territoires du Nord-Ouest, l) dans le Yukon?

3. Quelles sont leurs attributions?

4. Quel pouvoir exerce-t-il en ce qui concerne la prise de la décision finale en matière de subventions aux termes du Programme des initiatives locales?

5. En vertu de quels critères approuve-t-on les projets proposés dans le cadre du Programme des initiatives locales?

6. a) Quelles sont les consultations entreprises au cas où les hauts fonctionnaires du Ministère et les représentants régionaux n'arrivent pas à se mettre d'accord, b) comment résout-on ce problème?

(Le document est déposé.)

LE PROGRAMME NOUVEAUX HORIZONS—L'APPROBATION  
DE PROJETS DANS CHAMPLAIN

Question n° 2349—**M. Matte**:

1. Combien de projets, dans le cadre du Programme Nouveaux Horizons ont été acceptés et approuvés au 21 juin 1973 dans la circonscription électorale de Champlain?

2. Quels sont le titre, l'emplacement, le montant de l'aide accordée et la date limite pour la réalisation de chacun de ces projets?

3. Quels sont les critères appliqués dans le choix des projets Nouveaux Horizons?

(Le document est déposé.)

[M. Yewchuk.]

LA RECHERCHE SUR LE CANCER

Question n° 2369—**M. McKinnon**:

De 1968 à 1972, combien a-t-on dépensé annuellement pour la recherche sur le cancer dans chacune des provinces?

(Le document est déposé.)

LE PERSONNEL DES PARCS NATIONAUX DES ÎLES DU  
SAINT-LAURENT

Question n° 2429—**M. Cossitt**:

1. Quels sont le nom, l'adresse et les fonctions spécifiques de toutes les personnes présentement à l'emploi des Parcs nationaux des îles du Saint-Laurent ou qui l'ont été depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1972?

2. Sur la recommandation de qui ces personnes ont-elles été embauchées?

3. A-t-on eu recours au service des centres de la main-d'œuvre pour les engager et, dans la négative, pour quelle raison?

(Le document est déposé.)

L'EXPLOITATION AU CANADA DE LA TÉLÉVISION PAR  
CÂBLE PAR DES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES

Question n° 2452—**M. Baker**:

1. Un tribunal a-t-il décidé que le ministère des Travaux publics était habilité à ordonner qu'un câble coaxial soit enlevé du pont international de St. Stephen et la Terra Cable Limited s'est-elle opposée auprès du CRTC à sa présence et à son utilisation et, dans l'affirmative, pour quelle raison le Ministère autorise-t-il encore la présence et l'utilisation de ce câble?

2. L'Acadian Cable TV Ltd. a-t-elle contribué de quelque façon que ce soit à la culture, aux affaires ou aux intérêts nationaux au Canada et, dans l'affirmative, a) de quelle façon et dans quelle mesure, b) le ministre des Communications ou le ministre des Travaux publics jugent-ils que cette contribution l'emporte sur la protection des entreprises de propriété canadienne et des citoyens qui exploitent une entreprise en vertu d'un permis à St. Stephen (Nouveau-Brunswick)?

3. Le gouvernement, un conseil, une commission ou un fonctionnaire ont-ils approuvé l'usage de ANIK I pour faire le raccord des émissions de télévision par câble provenant des États-Unis, c'est-à-dire que TelPrompTer ou d'autres sociétés américaines exercent leur activité dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario et, dans la négative, a-t-on fait une demande d'autorisation qui soit encore en suspens?

4. A la connaissance du gouvernement, quels sont les noms des représentants et des directeurs de la TelPrompTer Corporation, et celle-ci, ses représentants, directeurs ou actionnaires possèdent-ils des intérêts de quelque nature que ce soit, directs ou indirects dans une société connue sous le nom d'Acadian Cable TV Ltd.?

(Le document est déposé.)

**M. l'Orateur**: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

**M. Hales**: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'aimerais signaler au secrétaire parlementaire que bien qu'on ait répondu à bon nombre de questions aujourd'hui, restent inscrites en mon nom la question n° 1809, depuis cinq mois et la question n° 2019, depuis quatre mois.

**M. McKenzie**: Monsieur l'Orateur, le 19 juillet, j'ai inscrit au *Feuilleton* la question n° 2543. Le secrétaire parlementaire peut-il me donner une idée quand on y répondra?

**M. Reid**: Je vais m'en occuper, monsieur l'Orateur.